

PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

**Arrêté portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2015-662, relatif au projet de création d'une zone d'activité commerciale sur la commune de Givet (08), reçu complet de la SCI en cours de constitution portée par M. Mamede TEIXERA le 30 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Champagne-Ardenne du 10 avril 2015 portant délégation de signature à Madame Marie Lecuit-Proust, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne par intérim ;

Vu l'arrêté de la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne du 3 novembre 2015 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale, en matière financière et en matière de gestion du personnel ;

Vu la consultation du parc naturel régional des Ardennes et sa réponse en date du 22 décembre 2015 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 18 décembre 2015 ;

Considérant que le projet consiste à construire 16 000 m² de surface de plancher sur un terrain d'assiette de 6,1 ha et à créer une desserte interne d'une longueur de 1100 m et des aires de stationnement pour une surface de 9 000 m², en bordure de la route de Beauraing à Givet, au lieu-dit « Les grosses pierres » ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 36 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les travaux soumis à permis de construire créant une surface de SHON supérieure ou égale à 10 000 m² et inférieure à 40 000 m² ;

Considérant que le projet est situé sur des espaces abritant un bosquet arbustif, une prairie, une friche herbacée et une zone de stockage de déchets inertes ;

Considérant que le projet est implanté en continuité du tissu urbain existant, dans une dent creuse située entre la zone commerciale « Rives d'Europe » et une zone résidentielle pavillonnaire, en face de la zone d'activité communale « Route de Beauraing » ;

Considérant que le projet n'est situé ni dans une zone d'inventaire scientifique ou de protection réglementaire du milieu naturel, ni à l'intérieur d'un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable ;

Considérant que les terrains d'implantation du projet sont situés pour partie en zone 1AUac (secteur à urbaniser à court terme à vocation commerciale) et UC (zone urbaine mixte) du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Givet ; que ces zones permettent la réalisation d'un tel projet ;

Considérant qu'il appartient au pétitionnaire de s'assurer, au besoin en procédant à des inventaires de la faune et de la flore, de l'absence d'incidence de son projet sur la conservation des espèces et habitats protégés au titre des dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact notable sur l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1er

Le projet de création d'une zone d'activité commerciale sur la commune de Givet, objet de la demande d'examen au cas par cas n°2015-662, n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

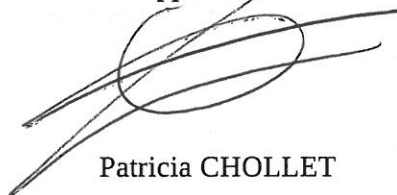
Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne.

24 DEC. 2015
Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le
Pour le préfet, par délégation, la directrice par intérim
Pour la directrice par intérim, par subdélégation,
la chef de la mission connaissance et
développement durable


Patricia CHOLLET

Voies et délais de recours

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région
Préfecture de région
1 cours d'Ormesson
51036 Châlons-en-Champagne Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Tour Séquoia
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la publication de la décision ou du rejet du recours administratif. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne Cedex